

LA FIN DE L'HISTOIRE (ÉCONOMIQUE) *

Jean-Paul Fitoussi

Sciences Po Paris
OFCE

Certains articles, pour des raisons qui demeurent en partie obscures, laissent une trace durable dans l'histoire intellectuelle. C'est le cas de celui de John Maynard Keynes, « Perspectives économiques pour nos petits-enfants ». Une explication possible de ce succès est la justesse des prédictions quantitatives de Keynes, à un siècle de distance, quant au niveau de vie des habitants des pays développés. Une autre réside dans la nature-même des questions qu'il pose : le fonctionnement du système capitaliste pourrait-il aboutir à la résolution du problème économique et, partant, conduire à la fin du capitalisme lui-même? À quoi pourrait ressembler la vie des gens dans un monde où le problème économique aurait disparu?

Les réponses apportées par Keynes à ces questions peuvent être diversement appréciées. Si nous sommes effectivement aujourd'hui huit fois plus riches qu'il y a un siècle — comme son arithmétique des intérêts composés le prévoyait — la résolution du problème économique est toujours devant nous. C'est que Keynes annonçait que la fin de l'histoire économique adviendrait lorsque les besoins « absolus » de l'homme seraient satisfaits. C'est une analyse naïve des besoins humains fondée sur une interprétation erronée des travaux de Freud qui le conduisit à une telle conclusion (la névrose du capitalisme). De même, c'est une espèce de communisme des élites qu'il préconise comme mode de vie une fois l'humanité débarrassée de l'urgence économique.

Ce qui est remarquable dans « Les perspectives économiques », c'est la puissance de l'intuition de Keynes, et ce qui l'est encore plus, c'est la nature des questions qu'il pose. Tous les économistes devraient s'efforcer de répondre à la question des finalités du système économique et de sa fin possible. Sans doute porteraient-ils alors sur leur discipline un regard différent. Ce qui est décevant, c'est la naïveté avec laquelle Keynes traite des besoins humains et ce qui l'est davantage encore, c'est son arrogance et la morale pour le moins discutable qui l'accompagne.

Mots clés : Croissance à long terme. Besoins humains. Capitalisme.
Systèmes économiques. Inégalités.

* Sauf indication contraire, les citations sont extraites des « Perspectives économiques pour nos petits-enfants ». Je dois beaucoup à Vela Velupillai et à ses commentaires sur les versions antérieures de cet article.

jeanpaul.fitoussi@ofce.sciences-po.fr

Certains articles, pour des raisons qui demeurent en partie obscures, laissent une trace durable dans l'histoire intellectuelle. C'est le cas des « Perspectives économiques pour nos petits-enfants » de Keynes, bien que ce texte n'ait jamais vraiment attiré l'attention des économistes en dehors de quelques références ici ou là à la puissance des calculs économiques fondés sur la simplicité. « Les plus grands économistes de mon temps ont été extraordinairement sages lorsqu'ils ont su deviner, à l'aide de règles approximatives, ce que les modèles complexes des cliométriciens déterminèrent après de fastidieux calculs » (Samuelson, 1983). Une explication possible de ce succès est le fait que Keynes, en se libérant de la rigueur économique, dévoile de fait dans cet article sa philosophie morale. Cette démarche est légitime : il est tout à fait normal qu'un penseur de la stature de Keynes cherche à déborder son domaine de compétence. Mais un grand économiste n'étant pas nécessairement un grand philosophe, nous ne devons pas nous attendre à ce que le résultat soit d'emblée du niveau auquel Keynes nous a habitués. En revanche, nous pouvons nous attendre à ce qu'il soit intéressant, car ce qui importe ici n'est pas tant la façon dont Keynes répond aux questions qu'il pose que la nature des questions elles-mêmes. Le fonctionnement du système capitaliste pourrait-il aboutir à la résolution du problème économique et, partant, conduire à la fin du capitalisme lui-même? Une ère d'abondance engendrerait-elle un changement radical du système de valeurs dont dépend aujourd'hui le capitalisme? À quoi pourrait raisonnablement ressembler la vie des gens dans cette nouvelle ère?

Les réponses que Keynes apporte à ces interrogations procèdent de trois éléments : l'arithmétique, la névrose du capitalisme et le communisme des élites.

I. L'arithmétique keynésienne

Le calcul des intérêts composés et son résultat spectaculaire bien connu lorsqu'on l'applique à la longue période se trouvent au fondement de la réflexion de Keynes. Avec un taux de croissance de 2 %, n'importe quel chiffre sera multiplié par 7,5 en un siècle. Il en irait de même avec le PIB par habitant d'individus vivant dans le monde civilisé grâce à l'accumulation du capital et au progrès technique¹.

1. Depuis, la portée des intérêts composés a toujours fasciné les économistes. Ainsi, Lucas : « En Corée, au cours de la même période [1960-1988], le revenu par habitant a progressé de

Keynes est suffisamment prudent pour faire l'hypothèse d'un multiplicateur compris entre 4 et 8, mais l'on voit bien que sous l'effet d'une perspicacité soutenue par une puissante intuition, un calcul de coin de table peut nous apporter plus de vérité que le plus sophistiqué des modèles. Il s'agit de l'élément le plus solide de l'article. On peut certes contester sa vision mercantiliste de l'accumulation du capital ou son biais de sélection en faveur des pays développés « progressistes » (l'Europe et les États-Unis). Il convient cependant de noter sur ce dernier point que, même si elle avait également concerné les pays en voie de développement, la prédiction de Keynes n'aurait pas été totalement fautive grâce à la dynamique économique de la Chine, de l'Inde, du Brésil, etc. avant 2029, qui est la limite dans le temps de son raisonnement².

Qu'en est-il alors? Le problème économique de l'humanité pourrait-il être résolu grâce à une multiplication par huit de toutes les variables économiques à l'exception de la population? La réponse de Keynes est un « oui » franc, car une telle augmentation permettrait selon lui de satisfaire ce qu'il nomme « les besoins absolus » des hommes.

Assurément, Keynes est conscient que les besoins relatifs — faire aussi bien que les autres —, ne seront jamais assouvis, mais il pense aussi que, dans la mesure où les besoins absolus seraient satisfaits, les besoins relatifs deviendraient secondaires. Il laisse ainsi entendre que la quête de la satisfaction du désir de supériorité semblera à ce point contraire à la « bonne vie » qu'elle ne tardera pas à être perçue comme une maladie mentale plutôt que comme un signe de force. Keynes fait d'ailleurs explicitement référence à la dépression nerveuse « que l'on rencontre assez fréquemment de nos jours en Angleterre et aux États-Unis, chez la classe des femmes aisées, malheureuses femmes pour la plupart, que leur richesse a lésées de leurs occupations et de leur tâche normale, qui ne trouvent pas assez amusant lorsque l'aiguillon des nécessités économiques ne les y oblige pas, de faire la cuisine, de nettoyer ou de raccommoder, et qui pourtant ne parviennent pas à trouver autre chose à faire de plus attrayant. ». Bien entendu, Keynes ne prévoyait pas qu'un siècle plus tard il faudrait nous préparer à la « dépression nerveuse collective » d'une « humanité [...] dépourvue de son but traditionnel ». Son espoir était plutôt que nous allions progressivement apprendre comment « consacrer nos énergies à des buts autres que des buts économiques ».

6,2 % par an, soit un taux conforme à la multiplication par deux des niveaux de vie tous les 11 ans. » Et sa conclusion est la suivante : « Si nous comprenons le processus de la croissance économique... nous devons être capables d'appliquer ces connaissances en la créant dans nos laboratoires (équipés d'ordinateurs). Si nous savons ce qu'est un miracle économique, nous devons être capable d'en réaliser un » (Lucas, 1993). Les utopies se portent bien!

2. L'article ayant été publié en 1929.

Cette pure arithmétique aurait dû inspirer à Keynes une réflexion plus approfondie sur les inégalités. Nulle part pourtant, il n'évoque dans son article la question de la répartition des revenus, pas plus qu'il n'exprime l'idée que les inégalités pourraient elles aussi progressivement, sinon disparaître, du moins se réduire de façon conséquente. Or une multiplication par huit de tous les percentiles de la distribution des revenus entraîne une multiplication par huit des écarts absolus entre les percentiles. Les revenus relatifs ne changent alors pas, mais la fourchette de distribution devient si large que les membres d'une même société auront le sentiment d'habiter sur des planètes différentes. Dans les 1980, les inégalités étaient considérables, aussi importantes peut-être qu'à la « Belle Époque ». Keynes semble bien conscient de cet état de fait dans d'autres textes comme la *Théorie Générale*, où il considère les inégalités de revenus et de richesse comme l'une des deux défaillances majeures de notre système économique, l'autre étant le chômage. Mais dans « Les perspectives économiques », il élude totalement la question, comme le montre la citation suivante : « Supposons l'espace d'un instant que d'ici 100 ans, nous soyons tous en moyenne 8 fois plus riches économiquement que nous ne le sommes aujourd'hui ». Or, même si la fonction d'utilité de chaque ménage est de type lexicographique — les besoins absolus étant satisfaits en priorité avant les autres — nous ne sommes pas sûrs qu'une augmentation par huit de son revenu lui permettrait de satisfaire ses besoins absolus si son revenu de départ est très faible.

C'est ici que la simplicité de l'arithmétique cède la place à la complexité de la nature humaine. Comment pouvons-nous définir les « besoins absolus »? À la manière de Marx, par la valeur des biens nécessaires à la « reproduction de la force de travail » d'un salarié? Ou par ce que Ricardo appelle le niveau du « salaire de subsistance »? Les besoins absolus sont-ils indépendants de l'époque et du lieu? Étaient-ils les mêmes au début du XX^e siècle qu'aujourd'hui? Les réponses à ces questions sont essentielles à la thèse de Keynes. Un simple « oui » signifierait qu'il a raison, un « non » signifierait que nous avons un problème. Et je crois bien que nous avons un problème. Un être humain est un être social et la portée de cette vérité est considérable. L'une de ses conséquences tient à la définition des « besoins absolus ». Si nous ne reprenons pas à notre compte la fiction économique de Robinson Crusoé — très en vogue aujourd'hui dans la théorie de la croissance cyclique —, nous devons définir les besoins absolus comme étant ceux dont la satisfaction permet l'intégration sociale et non, comme le fait Keynes, comme ceux « que nous ressentons quelle que puisse être la situation des autres individus ». Cela veut donc dire que les besoins absolus sont finalement relatifs! Ils sont relatifs, même si nous ne tenons pas compte des interactions sociales : l'espérance de vie a augmenté avec le temps grâce au progrès de la médecine et de l'hygiène, et du fait de la plus grande qualité et de la diversité du panier

de biens destinés à satisfaire les « besoins absolus ». Ces besoins sont relatifs car il n'existe pas de correspondance unique entre un bien spécifique et chaque « besoin absolu ». Ils sont relatifs enfin car, à une date et en un lieu donnés, les biens satisfont plus ou moins les besoins auxquels ils s'adressent ; que l'on songe à des biens ou à des types de biens comme les lunettes, l'eau, la salle de bain, le lit, l'alimentation, les médicaments, les prothèses et d'autres encore. La demande d'une meilleure correspondance entre les biens et les besoins semble être infinie et constitue précisément l'un des moteurs les plus puissants de recherche et d'innovation scientifique, de progrès en somme. La taxinomie entre « besoins relatifs » et « besoins absolus » est donc trop grossière pour servir de juste hiérarchie aux nécessités humaines. Même si nous nous limitons à satisfaire nos besoins de subsistance, nous devons admettre que la mesure dans laquelle les biens peuvent satisfaire ceux-ci peut varier grandement en fonction de la qualité des biens (l'exemple de la complémentarité entre la qualité des biens et la santé vient à l'esprit). Ainsi, la préoccupation « positionnelle » des consommateurs n'est pas le seul motif de non-satisfaction de leurs besoins ; l'aspiration à une vie meilleure suffit amplement.

Pourquoi un esprit aussi brillant que Keynes s'appuie-t-il à ce point sur une caractérisation si simpliste des besoins humains ? Une réponse possible est qu'il s'en sert comme instrument rhétorique pour étayer sa thèse selon laquelle « le problème économique n'est pas — si l'on considère l'avenir — le problème éternel de l'humanité ». Pour ceux d'entre nous qui croient dans le progrès économique et social, cette déclaration peut paraître exagérée, mais elle recèle une part de vérité. Il est presque certain que, si nous parvenons à prévenir les catastrophes potentielles que notre époque et notre mode de développement engendrent — le changement climatique, les conflits armés, ... — le progrès économique et social conduira, dans un avenir lointain, à la résolution des problèmes économiques les plus pressants à l'échelle de la planète. Au moins pouvons-nous espérer que le temps viendra où le problème économique ne sera plus une question de vie ou de mort, comme il l'est encore aujourd'hui même dans les pays riches (chaque mois, des SDF ne meurent-ils pas dans les rues de nos villes riches) ? À force d'utopie réalisable (les « Restos du cœur » pour prolonger notre exemple), on peut se convaincre que les besoins essentiels seront satisfaits dans un avenir pas trop lointain. Mais il faut au moins que deux conditions soient réunies pour que cette utopie devienne réalité : l'augmentation du niveau de vie grâce aux intérêts composés et la cohésion sociale, c'est-à-dire le refus collectif de la mise en danger de la vie des plus pauvres du fait d'un manque de ressources et d'un défaut de redistribution de celles-ci. Cela ne signifie pas pour autant que le problème économique sera résolu, mais seulement que sa nature aura changé. Le fameux « état stationnaire » dans lequel, tous les besoins étant satisfaits, l'humanité cesserait d'espérer un avenir meilleur, n'existe pas, du moins sur terre.

Une interprétation complémentaire pourrait être que Keynes tente d'opposer une vision « moderne » à la grandiose, mais lente et mélancolique, dynamique des classiques. Il semble que Keynes s'adresse ici à Ricardo, Malthus et Mill³. Ce sont eux qui ont tracé la voie empruntée par Carlyle et sa « science lugubre », le sort de la prophétie économique étant inéluctablement, à long terme, le spectre de la stagnation, principalement du fait des rendements décroissants. Keynes prêche ici les vertus des rendements croissants, d'où ses affinités avec Solow, Lucas et la dynamique des intérêts composés. Après tout, si les arbres des rendements croissants et des intérêts composés peuvent pour ainsi dire monter jusqu'au ciel (ce qui signifierait la fin de la pénurie), l'avarice de la nature déplorée par les classiques n'est plus un horizon indépassable.

Mais le ton emphatique que Keynes utilise tout au long de son article vise une conclusion plus définitive : celle de la solution du problème économique. Faut-il qu'il soit convaincu de la justesse de sa taxinomie des besoins pour parvenir à une telle conclusion ! Comment cela est-il possible ? Une explication réside dans sa compréhension des travaux de Freud. D'après Skidelsky, « Keynes était fasciné par la réflexion de Freud sur la pathologie de l'argent et en particulier par son association avec le caractère anal sadique et par le mécanisme freudien de sublimation. Freud lui a permis d'étayer sa compréhension de la nature sacrificielle du capitalisme, exprimée pour la première fois dans *Les conséquences économiques de la paix*. Ici, le revers du progrès économique est la déformation culturelle de la 'bourgeoise rentière' qui a sacrifié 'l'art du plaisir' aux 'intérêts composés' ». « L'amour de l'argent » que Keynes semble associer à la satisfaction des besoins relatifs⁴ est donc névrotique et dans un monde dans lequel tous les besoins matériels seraient satisfaits, la course à la différenciation sociale semblerait d'autant plus immature qu'elle paraîtrait éloignée de la bonne vie. L'insistance de Keynes sur le « besoin insatisfait d'agir utilement », comme le passage consacré à *Sylvie et Bruno*, vont dans ce sens. Mais, ici, Keynes tire des conséquences générales de cas pathologiques. Ce que la psychanalyse nous apprend, c'est que le désir humain ne peut être satisfait car il est caractérisé par un manque permanent, impossible à combler, qui nourrit une quête sans fin de la satisfaction. Certes le désir et les besoins ne sont pas tout à fait la même chose, mais on peut facilement imaginer de quelle manière le caractère débridé du premier se traduit dans le caractère débridé des seconds.

3. Cette interprétation m'a été suggérée par Vela Velupillai.

4. Keynes est très clair sur ce point. « Les besoins qui rentrent dans la seconde catégorie, qui satisfont notre désir de supériorité, peuvent bien en effet être insatiables... mais cela n'est pas vrai pour les besoins absolus — et on atteindra peut-être bientôt le point (bien plus tôt peut-être que nous ne le supposons) où ces besoins seront si bien satisfaits que nous préférons consacrer nos énergies à des buts autres que des buts économiques ».

2. Le capitalisme, indésirable mais inévitable

Les problèmes d'ajustement mis à part, « Tout ceci signifie, en fin de compte, que l'humanité est en train de résoudre le problème économique »⁵. Bien sûr, la voie de la prospérité sera semée d'embûches, mais si nous sommes suffisamment intelligents, nous pourrions voir la « tendance des choses » sous la surface. Le temps de *la fin de l'Histoire (économique)* adviendra. C'est le message que Keynes voulait transmettre à ses lecteurs en prophétisant l'évanouissement du problème de la rareté économique. L'illusion de *la fin de l'Histoire* a récemment fait retour avec la thèse de Fukuyama. Pour Keynes, c'est la fin de la lutte pour la subsistance qui conduit à *la fin de l'Histoire (économique)*. Pour Fukuyama, c'est la fin de la lutte entre les idéologies et le triomphe de la démocratie libérale qui conduit à la fin de l'histoire tout court. Il est intéressant de relever que les deux conclusions sont le produit d'une dichotomie, entre les besoins absolus et relatifs dans l'article de Keynes, entre le socialisme soviétique et la démocratie libérale dans l'ouvrage de Fukuyama⁶.

Qui plus est, il y eut une période au cours de laquelle les sentiments de Keynes à l'égard du socialisme soviétique étaient ambigus. Dans les trois articles qu'il a publiés à son retour de Russie en octobre 1925 dans *The Nation* (« La Russie soviétique »), cette ambiguïté était explicite : « C'est ici [en Russie], pense-t-on à certains moments, qu'en dépit de la pauvreté, de la bêtise et de l'oppression se trouve le laboratoire de la vie ». En effet, la plupart des arguments des « Perspectives économiques » étaient déjà présents dans ces articles.

Ce que Keynes aime le moins est le capitalisme en tant que fin en soi et ce qu'il déteste le plus est le socialisme soviétique comme méthode à la fois politique et économique. Si l'on pense par conséquent que le capitalisme est un moyen efficace, si dégoûtant soit-il, et l'avènement du communisme pur la seule fin morale de tout système économique, les intérêts composés conduiront à cette fin. En d'autres termes, il est au moins deux voies vers l'abondance, le socialisme soviétique et le capitalisme, car chaque système économique doit viser la fin qui lui est propre. Le premier le fait explicitement, en promettant, après une phase de transition, l'avènement du communisme pur dans

5. Dans son *Essai sur la réforme monétaire*, Keynes nous a dit que nous serions tous morts à long terme ! Il aurait dû ajouter que, heureusement pour l'humanité, nos petits-enfants, eux, seront en vie !

6. La prophétie de *la fin de l'Histoire* semble donc être le résultat d'une vision étroite et partielle du monde. Mais les ressemblances s'arrêtent là. Dans la thèse de Fukuyama, c'est la satisfaction du besoin de reconnaissance par la démocratie libérale qui met un terme à l'histoire. Mais ce besoin de reconnaissance serait plutôt rangé parmi les besoins relatifs par Keynes. Leurs conclusions ne sont donc pas compatibles à ce stade. Après *la fin de l'Histoire*, dans le monde de Keynes, les gens ne se soucieront que de profiter de la vie ; dans le monde de Fukuyama, ils continueront de consacrer leur énergie à satisfaire leur besoin de reconnaissance par les autres.

un monde d'abondance, ce qui lui donne une supériorité morale nette. Mais Keynes n'est pas prêt à accepter la violation de la liberté qu'il recèle : « Je suis prêt à renoncer au confort et à mes habitudes ; mais je ne puis m'accommoder d'un dogme qui s'embarrasse peu de la liberté et de la sécurité de la vie normale, qui a recours à toutes les armes de la persécution, de la destruction et de la lutte internationale. Comment puis-je admirer une politique qui se définit par les millions qu'elle dépense pour entretenir des espions dans chaque foyer et fomenter des troubles à l'étranger ? » (« La Russie soviétique »). Le capitalisme est donc la voie la plus sûre et, bien que peu recommandable, l'efficacité de sa méthode pour accroître le niveau de vie a fait ses preuves au cours des siècles passés. Il est certes moralement inférieur au socialisme dans la mesure où il se fonde sur les penchants humains les plus détestables et tend à confondre le vice et la vertu. Mais une fois que la nouvelle ère aura commencé, « Nous pourrons nous débarrasser des nombreux principes pseudo-moraux qui nous hantent depuis deux cents ans, et qui ont contribué à faire passer pour les plus hautes vertus certains des penchants humains les plus méprisables. Le mobile de l'argent sera estimé à sa juste valeur. On verra dans l'amour de l'argent — non pour les joies et les distractions qu'il vous procure mais pour lui-même — un penchant plutôt morbide, une de ces inclinations plus ou moins criminelles, plus ou moins pathologiques, que l'on remet, non sans un frisson, entre les mains du psychiatre ».

On ne peut qu'être d'accord avec la philosophie de Keynes, selon laquelle le progrès économique devrait servir des objectifs moraux, et cependant n'être qu'en opposition à sa caricature du capitalisme. Si l'avarice, l'exaction de l'usure, l'amour de l'argent étaient les principales caractéristiques du capitalisme, le système ne serait certainement pas à même de donner aux hommes, même dans longtemps, les fruits de l'abondance. Si l'intentionnalité doit toujours être considérée comme un vice, alors l'investissement, l'éducation et l'esprit d'entreprise doivent être considérés comme des péchés. Quel que soit le monde dans lequel nous vivons, il serait difficile de comprendre pourquoi le principe hédoniste (*Carpe Diem*) serait toujours moralement supérieur à l'action inscrite dans la durée, entreprise en pensant à demain et après. Peut être, au contraire, que l'une des forces morales du capitalisme tient à son « conséquentialisme », par lequel il peut amener l'humanité à l'altruisme intergénérationnel. Comme mon ami Edmund Phelps le soutient avec force dans sa Conférence Nobel⁷, une *bonne* économie, l'esprit d'entreprise au cœur du capitalisme, est susceptible d'être le vecteur d'une *bonne* vie.

7. Reproduite en ouverture de ce numéro anniversaire.

3. Le communisme des élites

Toute hypothèse structurée est une métaphore associant les circonstances idiosyncrasiques dans lesquelles nous vivons, les idées à la mode de notre temps, nos jugements moraux sur l'ordre social, la vision du monde dont nous rêvons qu'elle se réalise — c'est un rêve et non un espoir, car il ne nous plaît pas toujours que nos rêves deviennent réalité —, et il faut bien admettre que l'article de Keynes contient tous ces éléments.

Ainsi, sa réflexion peut sembler approfondie ou, au contraire, simpliste, presque juste ou tout à fait fausse, en fonction de l'angle sous lequel nous la considérons.

L'arithmétique de Keynes est en effet presque exacte, et son rejet du capitalisme, du fait de l'avidité supposée des agents économiques et de leur comportement égoïste, n'est pas si mal fondé. Mais il est de nombreux principes moraux, et celui que semble privilégier Keynes n'est pas supérieur, loin s'en faut ! Il est rare de trouver un tel mépris pour tant de catégories d'êtres humains rassemblé dans un seul et même article : les individus calculateurs, les Juifs, les classes sociales aisées, les femmes fortunées, etc. « Cependant, ce ne sera que pour ceux qui prendront part aux chants que la vie sera tolérable — mais combien peu d'entre nous savent chanter ! ... Mais ce seront les gens qui peuvent continuer à vivre, et à cultiver l'art de vivre pour lui-même jusqu'à ce qu'ils aient atteint une plus haute perfection, qui ne se vendent pas pour exister, qui seront à même de jouir de cette abondance lorsqu'elle sera atteinte ». Cette arrogance est tout sauf sympathique ; elle est tellement inhérente au milieu social de Keynes, si éloignée des vertus qu'il prêche, qu'il n'est pas étonnant qu'elle n'ait pas survécu à l'épreuve du temps.

La « bourgeoisie éduquée », ceux de Eton et du cercle Bloomsbury, sont les élus du nouveau paradis terrestre d'après *la fin de l'Histoire (économique)*. Ils ont eu le privilège d'acquérir les biens de luxe, l'éducation supérieure, la compréhension et l'amour des arts, etc. car ils avaient les moyens de se les offrir et tout le loisir de les apprécier. Les autres, « les personnes ordinaires sans talent particulier », devront s'élever d'eux-mêmes afin de profiter pleinement de la nouvelle liberté à laquelle ils ont droit. Les premiers ne seront pas les derniers, mais bien les premiers. Keynes, assez naïvement, essaye d'appliquer ici le mécanisme freudien de la sublimation. Seuls ceux qui pourront sublimer leur manque (les besoins relatifs non satisfaits) en un idéal plus élevé trouveront le chemin du nouveau paradis. « Nous honorerons ceux qui seront capables de nous apprendre à cueillir chaque heure et chaque jour dans ce qu'ils ont de meilleur et avec le plus de vertu, les personnes adorables, qui savent jouir de toutes choses, des lys des champs qui ne peinent ni ne filent ».

Le communisme des élites semble être un oxymore, mais les mots de Keynes ne permettent guère d'autres interprétations. Bien sûr, avec le temps et dans un monde d'abondance, on peut espérer que la classe des élites s'élargisse toujours plus. Mais cet élargissement peut tout aussi bien conduire à la prédiction de Schumpeter telle que Samuelson l'interprète : « La rationalité du capitalisme qui est la source de la productivité aura pour conséquence de corroder les sentiments irrationnels à l'origine de la cohésion sociale. Les enfants gâtés de l'abondance répudieront leurs parents et leur héritage. La haine de soi les conduira à l'ennui et à l'anomie ». Je préfère sans hésitation la conclusion de Keynes qui veut que l'augmentation du niveau de vie nous aide à soigner notre névrose, plutôt que celle de Schumpeter selon laquelle elle s'en trouvera au contraire aggravée. Ce n'est pas par pure coïncidence que le capitalisme soutenu par des mécanismes keynésiens, le capitalisme « sous tente à oxygène » selon Schumpeter, a connu un franc succès depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, succès que même Lucas (2003) reconnaît.

Mais je ne comprends pas la position de Keynes lorsqu'il affirme que nous devrions accorder plus de valeur aux fins qu'aux moyens. D'abord, cela semble en contradiction avec le propre rejet de Keynes du socialisme : ce qu'il trouve détestable, c'est le régime soviétique comme moyen, mais pas son but qui lui semble contenir le germe d'un nouvel idéal (« La Russie soviétique »). Ensuite, et surtout, ce raisonnement est moralement très discutable. La version caricaturale du principe machiavélien, selon laquelle « la fin justifie les moyens », a conduit par le passé aux actions les plus atroces et à l'abomination de l'humanité, et sert encore aujourd'hui à justifier le terrorisme et la torture. C'est pour cette raison, et ce depuis longtemps déjà, qu'il a été convenu de façon consensuelle, au moins dans les pays démocratiques du monde, d'obéir plutôt au principe de Gandhi selon lequel, au contraire, la fin ne justifie pas les moyens. On peut avancer une interprétation généreuse de l'affirmation keynésienne, conformément à laquelle il voulait mettre en garde le lecteur au sujet d'une éventuelle confusion entre les fins et les moyens. Après tout, cette confusion est très courante aujourd'hui, si courante qu'elle conduit fréquemment à une inversion dans la hiérarchie des objectifs socio-économiques (par exemple lorsque l'on donne la priorité à un faible niveau de la dette publique par rapport à un taux d'emploi élevé, ou bien encore à un solde commercial équilibré plutôt qu'à un taux de croissance élevé, etc.). Mais il est difficile de croire qu'un penseur du calibre de Keynes ne prête pas attention aux mots qu'il utilise, surtout dans la version finale d'un article qu'il avait déjà présenté publiquement à plusieurs reprises.

Ma réflexion s'achève donc sur des sentiments mêlés. Ce qui est remarquable dans « Les perspectives économiques », c'est la puissance

de l'intuition de Keynes, et ce qui l'est encore plus, c'est la nature des questions qu'il pose. Tous les économistes devraient s'efforcer de répondre à la question des finalités du système économique et de sa fin possible. Sans doute porteraient-ils alors sur leur discipline un regard différent. Ce qui est décevant, c'est la naïveté avec laquelle Keynes traite des besoins humains et ce qui l'est davantage encore, c'est son arrogance et la morale pour le moins discutable qui l'accompagne. Bien entendu, je n'ignore pas que Keynes a condamné le nazisme dès 1933, mais je sais aussi que, pour des raisons exactement inverses à celles défendues dans « Les perspectives économiques » — la préférence donnée au court et moyen terme sur le temps long — sa préface à l'édition allemande de la *Théorie générale* était teintée d'une ambiguïté trouble à l'égard du régime hitlérien.

Références bibliographiques

- FUKUYAMA F., 1992 : *The End of History and the Last Man*, New York, Free Press.
- KEYNES J.-M., 1920 : *The Economic Consequences of the Peace*, New York : Harcourt Brace Jovanovitch.
- KEYNES J.-M., 1925 : « Soviet Russia », *The Nation*, 10, 17 et 24 octobre.
- KEYNES J.-M., 1930 : « Economic Perspectives for our Grandchildren, in Keynes J. M. (1931) : *Essays in Persuasion, The collected writings of John Maynard Keynes*, Vol IX, London, Mac Millan, 1972.
- LUCAS R. E. Jr, 1993 : « Making a Miracle », *Econometrica*, Vol. 61, n° 2, mars.
- LUCAS R. E. Jr, 2003 : « Macroeconomic Priorities », *American Economic Review*, Vol. 93, n° 1, mars.
- PHELPS E. S., 2006 : « Macroeconomics for a Modern Economy », *Nobel Lecture*, décembre.
- SAMUELSON P. A., 1983 : « The World Economy at Century's end », in Shigeto Tsuru (Ed), *Human Resources Employment and Development*, Vol. I, The issues, Mac Millan.
- SKIDELSKY R., 1992 : *John Maynard Keynes*, Vol. 2, *The Economist as Saviour*, Mac Millan.

